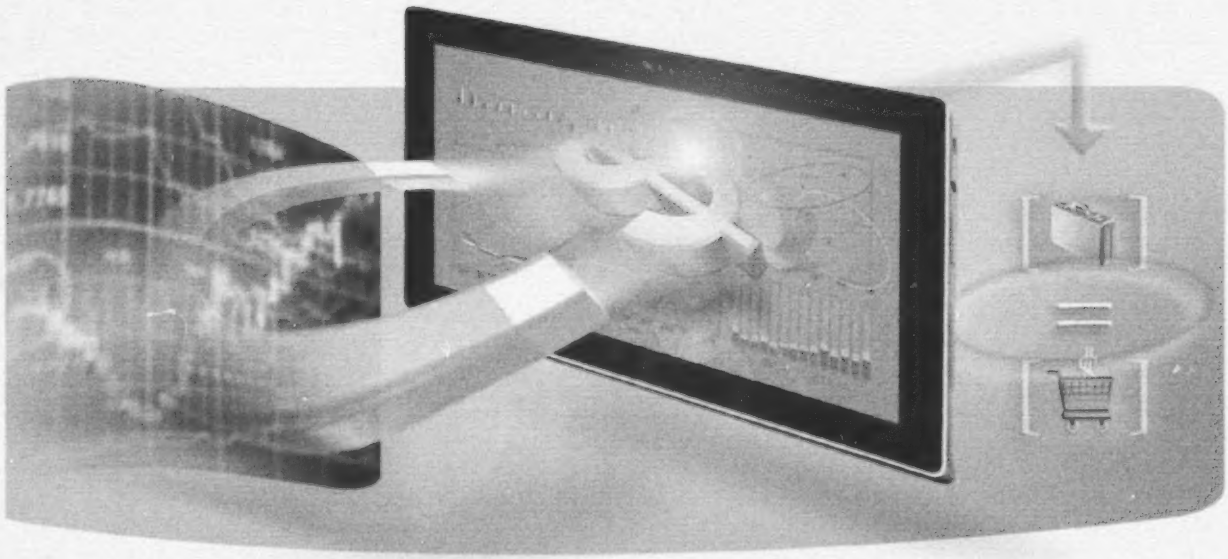
Industrie Canada Industry Canada

Canada

www.ic.gc.ca/recherchePME

Performance d'exploitation des PME

Avril 2015



Direction générale de la petite entreprise
Direction de la recherche et de l'analyse

Daniel Seens

Cette publication est également offerte par voie électronique en version HTML prête à imprimer (www.ic.gc.ca/recherchePME/rapports).

Pour obtenir un exemplaire de cette publication ou un format substitut (Braille, gros caractères, etc.), veuillez remplir le formulaire de demande de publication ou communiquer avec le :

Centre de service Web
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Canada

Téléphone (sans frais au Canada) : 1-800-328-6189
Téléphone (Ottawa) : 613-954-5031
ATS (pour les personnes malentendantes seulement) : 1-866-694-8389
Les heures de bureau sont de 8 h 30 à 17 h (heure de l'Est).
Courriel : info@ic.gc.ca

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne ou communiquer avec le Centre de service Web dont les coordonnées se trouvent ci-dessus.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le ministre de l'Industrie, 2015
N° de cat. Iu188-121/2015F-PDF
ISBN 978-0-660-23455-7

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

Aussi offert en anglais sous le titre *SME Operating Performance*, April 2015.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé 1

1. Introduction 2

2. Croissance des ventes 4

Croissance des ventes selon la taille de l'entreprise 5

Croissance des ventes selon le secteur 7

3. Rentabilité 8

Bénéfices nets selon la taille de l'entreprise 8

Bénéfices nets selon le secteur 10

Ratio de la marge d'exploitation selon la taille de l'entreprise 12

Ratio de la marge d'exploitation selon le secteur 13

4. Efficacité 14

Efficacité selon la taille de l'entreprise 14

Efficacité selon le secteur 15

5. Utilisation du capital 16

RDA et RCP selon la taille de l'entreprise 16

RDA et RCP selon le secteur 18

Ratios de Sharpe selon la taille de l'entreprise et le secteur 20

6. Capacité financière 22

Ratio dettes/capitaux propres et ratio de remboursement de la dette selon la taille de l'entreprise 22

Ratio dettes/capitaux propres et ratio de remboursement de la dette selon le secteur 24

7. Conclusion 25

Annexe — Principaux ratios 26

Résumé

Le présent rapport porte sur le rendement financier et la performance d'exploitation des petites et moyennes entreprises (PME) et vise à faire le point sur la façon dont les PME canadiennes gagnent et protègent leur argent. L'une des meilleures façons de comprendre la performance des PME consiste à surveiller les tendances des données financières et opérationnelles.

Pour choisir le type de données à suivre, il a fallu prendre en compte l'objectif consistant à couvrir le plus de champs d'analyse possible. Certaines mesures intéressantes, mais non financières, ont été exclues du rapport, puisqu'elles ont déjà été largement diffusées dans plusieurs documents d'Industrie Canada. Les champs d'analyse regroupent les activités d'exploitation pour les PME, réparties selon les cinq grandes catégories suivantes :

- croissance des ventes;
- rentabilité;
- efficacité;
- utilisation du capital;
- capacité financière.

La croissance des ventes, qui a probablement fait l'objet d'une surveillance plus rigoureuse que tout autre indicateur financier, est une mesure importante à suivre. En effet, une forte croissance des ventes s'accompagne d'une croissance des revenus, ce qui, en retour, se traduit par une croissance du produit intérieur brut (PIB) et de l'emploi, à savoir les principaux objectifs stratégiques d'une économie. La présente analyse montre qu'en moyenne les ventes des petites entreprises ont augmenté de 2,2 % par année pour la période de 2000 à 2012 contre 3,5 % pour les moyennes entreprises et 5,4 % pour les grandes entreprises. Les résultats démontrent aussi un ralentissement des ventes pour les entreprises de toutes tailles pendant la récession et une accélération des ventes pendant la période d'expansion. Fait intéressant : la croissance des ventes des petites entreprises s'est avérée plus stable que celle des moyennes et grandes entreprises. Ainsi, même si l'accélération de la croissance des ventes des petites entreprises était moins rapide en période d'expansion, son ralentissement l'était également moins en période de récession.

La rentabilité des entreprises a été évaluée pour se faire une idée de la façon dont les PME réussissent à créer et à préserver leur richesse. Selon l'analyse, une entreprise canadienne type a enregistré des bénéfices nets de 131 000 dollars en 2012 contre 74 000 dollars en 1999. L'analyse a aussi révélé que les PME représentaient une part accrue des bénéfices totaux des entreprises. La part des petites et moyennes entreprises a augmenté, passant respectivement de 15 % et de 8 % en 1999 à respectivement 25 % et 12 % en 2012. Les PME ont également affiché une croissance des revenus plus rapide au cours de la période d'évaluation, soit un taux moyen de 15 %, 11 % et 7 % par année pour les petites, les moyennes et les grandes entreprises respectivement.

Des données financières ont aussi servi à évaluer la productivité des entreprises. Depuis plus de dix ans, la productivité du Canada est un sujet qui préoccupe les politiciens, les médias et les économistes. Dans la présente analyse, les statistiques, et notamment les ratios de rotation de l'actif, affichent des résultats plus positifs. Selon les ratios de rotation de l'actif, la productivité des entreprises s'est accrue après la récession. Qui plus est, grâce à la ventilation des données selon la taille de l'entreprise, l'analyse démontre que les moyennes entreprises, une fois regroupées, faisaient partie du groupe le plus productif, affichant en moyenne un ratio de rotation de l'actif de 1,8 comparativement à 1,0 pour les petites et grandes entreprises.

Des mesures financières importantes, comme le rendement de l'actif, le rendement des capitaux propres et les ratios de Sharpe, ont servi à évaluer l'utilisation du capital. Les entreprises qui disposent de rendements de l'actif et de capitaux propres plus élevés pourront réinvestir davantage de revenus dans leurs activités et ainsi prospérer plus. L'analyse des tendances montre que les variations du rendement de l'actif et des capitaux propres ont observé une tendance semblable

au cours de la période d'évaluation. Bien que les grandes entreprises aient obtenu des résultats supérieurs à ceux des PME au début de la période, ce sont ces dernières qui ont affiché de meilleurs résultats vers la fin de la période. Ce changement pourrait être en partie attribuable à la baisse du taux d'imposition des petites entreprises et à l'augmentation de la rentabilité des entreprises des secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques et de la construction, lesquels enregistrent une forte concentration de PME. De 2000 à 2012, le ratio de la marge d'exploitation a augmenté de plus de 10 unités de pourcentage pour les entreprises du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques et de 4 unités de pourcentage pour les entreprises du secteur de la construction.

Une évaluation de la capacité financière repose principalement sur l'évaluation des dettes d'une entreprise. Une part plus importante des dépenses totales d'une entreprise plus endettée est consacrée au paiement de ses coûts fixes. En période de prospérité, cette question n'est pas source de préoccupation. Cependant, en période difficile, elle augmente les risques de difficultés financières. De 1999 à 2012, les petites et moyennes entreprises ont réduit de façon soutenue leur recours à l'emprunt; les ratios dettes/capitaux propres ont en effet baissé, passant de 2,0 à 1,4 pour les petites entreprises et de 2,3 à 1,6 pour les moyennes entreprises. Le ratio dettes/capitaux propres des grandes entreprises est demeuré stable à environ 1,4. De plus, les ratios de remboursement de la dette des petites et moyennes entreprises ont diminué passant respectivement de 22,8 à 11,2 et de 20,0 à 10,7. Le ratio de remboursement de la dette moyenne des grandes entreprises est demeuré aux environs de 13,7. La diminution de la dette a entraîné une diminution des risques financiers pour les entreprises, a permis une forte reprise économique après la récession et a permis d'expliquer la baisse du nombre de faillites au cours de la période d'évaluation.

Les mesures opérationnelles présentées dans le présent rapport permettent de comprendre certaines des tendances concernant la performance et les activités des petites et moyennes entreprises, ainsi que les relations de cause à effet entre les variables. L'information présentée devrait orienter les décideurs qui souhaitent appuyer la croissance des PME.

1. Introduction

Aperçu

Le présent rapport porte sur le rendement financier et la performance d'exploitation des petites et moyennes entreprises et vise à faire le point sur la façon dont les PME canadiennes gagnent et protègent leur argent. Peu importe la quantité d'argent qu'ils possèdent, les propriétaires d'entreprise travaillent fort pour le gagner et, avec un peu de chance et beaucoup de dévouement, le voir fructifier. L'une des meilleures façons de comprendre la performance des PME consiste à surveiller les tendances des données financières et opérationnelles. Il ne suffit pas d'analyser les principaux indicateurs présentés dans les médias, il faut également tenir compte de tout un ensemble de mesures. Si la majorité de ces mesures sont inconnues des économistes et des décideurs, elles ne sont toutefois pas étrangères aux comptables et aux analystes financiers. Grâce à une meilleure connaissance de la performance des PME, les propriétaires d'entreprise peuvent modifier leurs activités, et les décideurs peuvent améliorer les politiques et les programmes.

Ce rapport devrait intéresser toutes les personnes concernées par le rendement de l'économie canadienne, et notamment celui des PME, à la suite de la crise financière de 2007-2008 et de la récession mondiale qui s'en est suivie. Il est primordial pour l'économie canadienne de protéger la santé des PME et de soutenir leur croissance. Après tout, 99 % des entreprises canadiennes sont des PME[1].

Contenu

Le présent rapport a pour objectif d'aider les parties intéressées à mieux comprendre la performance des PME de 1999 à 2012 en dressant une liste d'indicateurs reflétant les principaux champs d'analyse. Certains indicateurs intéressants, notamment sur la croissance de l'emploi, l'intensité des exportations et les obstacles à la croissance,

1. Industrie Canada, *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, 2013.

ont été exclus du rapport, car ces données ont déjà été largement diffusées. L'information suivante se trouve sur le site Web « Recherche et statistique sur la PME » d'Industrie Canada (www.ic.gc.ca/recherchePME) ou dans les périodiques de la Banque du Canada.

Dans ce rapport, les indicateurs sont répartis selon les cinq catégories générales suivantes :

- croissance des ventes;
- rentabilité;
- efficacité;
- utilisation du capital;
- capacité financière.

Les catégories susmentionnées représentent la situation financière générale des PME, et des indicateurs sont fournis pour chacune des catégories. Chaque section présente les définitions techniques utilisées dans le cadre de l'analyse. Pour avoir une vue d'ensemble, il est important de comprendre ces définitions et de les traiter comme un tout. La connaissance des indicateurs financiers permet aux décideurs de mieux comprendre les fluctuations économiques, ce qui facilite l'élaboration des politiques.

Pourquoi les PME?

Les PME ont une grande incidence sur l'économie canadienne. Selon le document de 2013 *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* d'Industrie Canada, 98,2 % des établissements employeurs au Canada sont de petites entreprises, et 1,6 %, de moyennes entreprises. Les petites entreprises emploient 69,7 % de la main-d'œuvre du secteur privé, et les moyennes entreprises, 20,2 %. Depuis 2002, les petites entreprises ont créé 77,7 % des emplois du secteur privé comparativement à 12,5 % pour les moyennes entreprises. Ensemble, les PME représentent environ 52 % du produit intérieur brut (PIB) du secteur privé. En raison du rôle prépondérant des PME, une bonne connaissance de leur comportement et de leur performance est essentielle pour mieux comprendre l'économie canadienne en général.

Source des données

La base de données *Statistiques financières et fiscales des entreprises* de Statistique Canada a servi de principale source de données pour la présente étude. Elle contient des données agrégées provenant d'états financiers des entreprises canadiennes constituées en sociétés, et notamment des renseignements détaillés sur leurs actifs, leurs passifs, leurs capitaux propres, leurs revenus, leurs bénéfices et leurs impôts fédéraux.

L'information contenue dans la base de données provient du Relevé trimestriel des états financiers, de l'enquête sur les entreprises publiques provinciales ou fédérales qui ont des activités dans le secteur des entreprises, ainsi que des données administratives sur l'impôt des sociétés, sous la forme du feuillet T2 « Déclaration de revenus des sociétés » et de l'Index général des renseignements financiers[2].

Les données sont annuelles et couvrent la période de 1999 à 2012.

Selon les données regroupées dans la base de données, et aux fins de la présente étude, les petites entreprises sont définies comme des entreprises dont les revenus d'exploitation annuels sont inférieurs à cinq millions de dollars. Les moyennes entreprises s'entendent comme des entreprises qui rapportent annuellement de 5 à 25 millions de dollars, et les grandes entreprises, plus de 25 millions de dollars[3].

2. La base de données *Statistiques financières et fiscales des entreprises* recueille seulement des données sur les entreprises constituées en sociétés. En raison du manque d'information financière sur les entreprises non constituées, il est difficile de déterminer si l'analyse est biaisée.

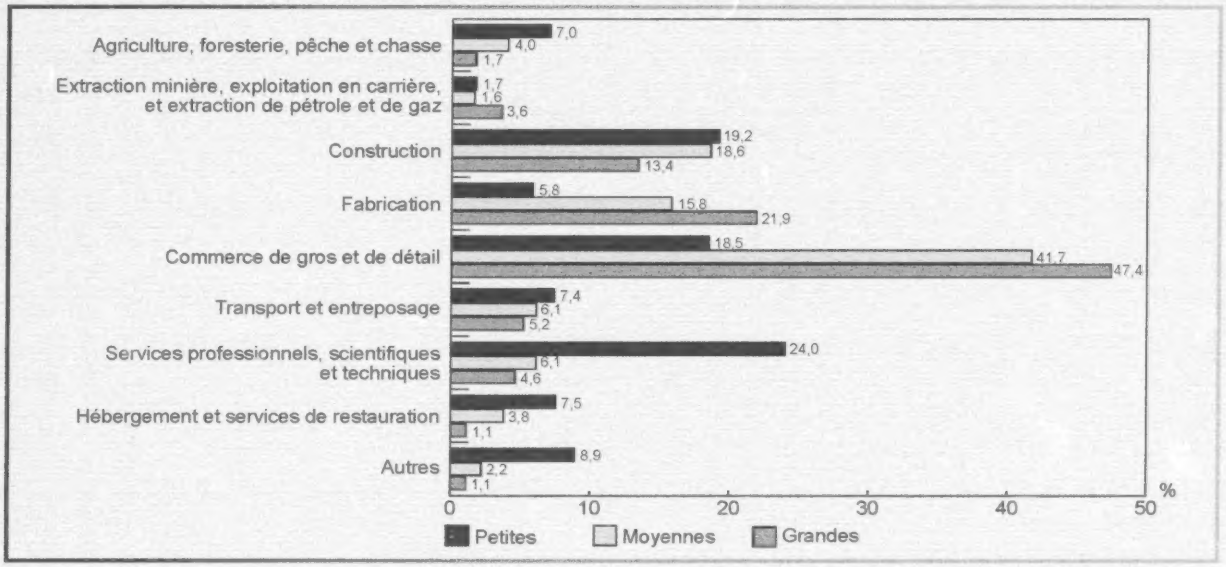
3. Afin de classer les entreprises par taille, d'autres sources se basent également sur le nombre d'employés (de 1 à 99 pour les petites entreprises, de 100 à 499 pour les moyennes, et au moins 500 pour les grandes) et sur les limites d'autorisation de prêt (limites inférieures à 1 million de dollars pour les petites, limites de 1 million à 5 millions de dollars pour les moyennes, et limites d'au moins 5 millions de dollars pour les grandes).

Représentation des PME

En tout, 925 857 PME sont répertoriées dans la base de données *Statistiques financières et fiscales des entreprises* en 2012, soit environ 99 % des 935 980 entreprises dans la base de données. Ce pourcentage est demeuré stable au fil des ans et correspond à la structure générale de l'économie canadienne dans les secteurs choisis. La figure 1.1 illustre la répartition sectorielle des entreprises selon leur taille.

Les petites entreprises étaient plus concentrées dans le secteur des services que les moyennes et grandes entreprises, 40,4 % d'entre elles œuvrant dans les secteurs de l'hébergement et des services de restauration, des services professionnels, scientifiques et techniques ou des autres services, contre seulement 12,1 % des moyennes entreprises et 6,8 % des grandes entreprises. Les moyennes et grandes entreprises étaient quant à elles plus concentrées dans le secteur du commerce de gros et de détail ainsi que dans le secteur de la fabrication. À l'avenir, il faudrait tenir compte de la répartition sectorielle au moment d'examiner les résultats financiers.

Figure 1.1
Répartition par secteur selon les catégories de taille d'entreprise, 2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

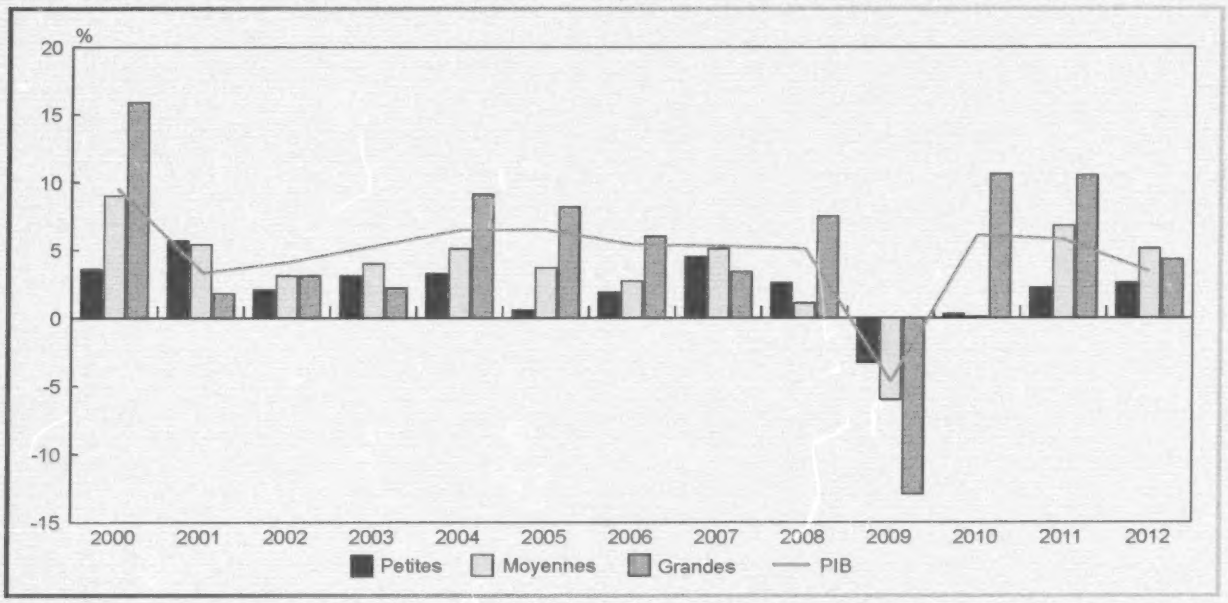
2. Croissance des ventes

La croissance des ventes a probablement fait l'objet d'une surveillance plus rigoureuse que tout autre indicateur financier. Une forte croissance des ventes s'accompagne d'une forte croissance de l'emploi et des revenus, ce qui, en retour, se traduit par une croissance du PIB, d'où l'importance de suivre cette mesure. Des taux de croissance élevés peuvent être attribuables à de nouvelles techniques de vente de produits et de services, à la hausse des prix, à l'élaboration et à la vente de nouveaux produits et services, ainsi qu'à l'exploitation des synergies découlant de l'acquisition d'autres entreprises. D'après les résultats de recherche, des taux de croissance exceptionnels sont difficiles à maintenir d'une année à l'autre à mesure que les entreprises prennent de l'ampleur. En d'autres termes, il est plus simple sur le plan opérationnel de doubler les ventes pour passer de 50 000 à 100 000 dollars que de les doubler pour passer de 1 à 2 milliards de dollars. Par conséquent, une forte croissance des ventes ne se poursuivra pas forcément à l'avenir. Cette section décrit la croissance des entreprises canadiennes pour la période allant de 1999 à 2012 et fournit un aperçu des changements de la santé économique globale.

Croissance des ventes selon la taille de l'entreprise

La croissance des ventes est un bon indicateur de l'activité économique. Les entreprises et les consommateurs réduisent leurs achats lorsqu'ils craignent pour leur sécurité d'emploi ou leur niveau de rentabilité, ou les augmentent dans le cas contraire. Comme le montre la figure 2.1, la croissance des ventes des entreprises de toutes tailles a ralenti au début de la période d'évaluation après la chute des cyberentreprises.

Figure 2.1
Taux de croissance des revenus selon la taille de l'entreprise et taux de croissance du PIB nominal, 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; Statistique Canada, Tableau 384-0038; et calculs de l'auteur.

Fait intéressant, les petites et grandes entreprises sont celles dont la croissance a le plus souffert au moment du ralentissement du début des années 2000. L'analyse a également démontré que le recul de la croissance des petites entreprises a été moins important que celui des autres entreprises. Dans l'ensemble, les taux de croissance ont augmenté avant la période de prospérité au milieu de la décennie avant de considérablement fléchir pendant la récession de 2009. Encore une fois, le recul de la croissance des moyennes et grandes entreprises a été le plus marqué[4]. Si la croissance des petites entreprises a fléchi moins rapidement, elle a toutefois redémarré plus lentement après la récession[5].

4. Les coefficients de corrélation entre la croissance des revenus (selon la catégorie de taille d'entreprise), la croissance du PIB de la période courante et la croissance du PIB décalée ont été calculés. Pour la période courante, les grandes entreprises affichaient une corrélation plus marquée entre la croissance du PIB et des revenus à 0,95 % comparativement à 0,60 % et à 0,79 % pour les petites et moyennes entreprises respectivement. Les corrélations pour les valeurs décalées d'une période sont toutefois plus marquées pour les PME que pour les grandes entreprises. Plus précisément, ces corrélations, qui servent à établir la relation entre la croissance des revenus de la période courante et la croissance du PIB par rapport à l'année précédente, s'élevaient à 0,38 % pour les petites entreprises et à 0,35 % pour les moyennes entreprises, comparativement à -0,22 % pour les grandes entreprises. Ainsi, bien que la croissance des PME repose sur l'économie, elle a un effet plus faible que celle des grandes entreprises pour la période courante, ainsi qu'un effet décalé plus marqué.

5. Ces résultats concordent avec ceux de l'étude réalisée en 2011 par la Banque Royale. Contrairement aux inquiétudes voulant que les petites entreprises soient généralement plus touchées par les ralentissements économiques, la Banque Royale du Canada a démontré qu'elles avaient mieux traversé la récession de 2009 que les grandes entreprises et que le succès relatif des PME du secteur privé s'expliquait probablement par un accès limité aux marchés étrangers comme les États-Unis, dont l'économie nationale a grandement souffert comparativement à celle du Canada.

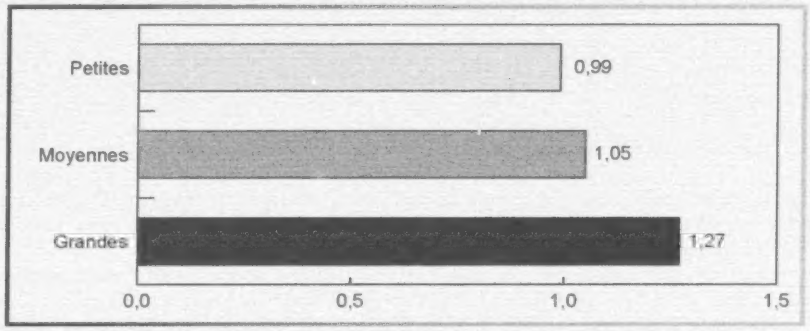
Un des principaux champs de l'analyse portant sur les ventes des entreprises consiste à examiner la différence entre la croissance des ventes et celle du PIB. Analysées conjointement, les données sur la croissance des ventes et celle du PIB peuvent donner un aperçu du positionnement des entreprises ou des secteurs dans leur cycle d'exploitation. Par exemple, une croissance des ventes qui est toujours inférieure à la croissance du PIB pourrait être le signe d'une perte de compétitivité au sein du secteur d'activité concerné[6].

Comme l'illustre la figure 2.1, un écart négatif persiste entre la croissance du PIB et celle des PME[7], ce qui pourrait signifier que :

- les PME canadiennes ont atteint un sommet ou sont sur le déclin dans leur cycle d'exploitation;
- les propriétaires de PME explorent moins de possibilités de croissance;
- les PME perdent des parts de marché face aux grandes entreprises ou font l'objet d'acquisitions;
- les PME vendent de moins en moins de produits ou de services à valeur ajoutée par rapport aux grandes entreprises.

Autre champ d'analyse important : le risque relatif associé aux ventes, à savoir la stabilité relative de la croissance des ventes des entreprises. Une stabilité des ventes équivaut à la stabilité de la production, de l'emploi, des recettes fiscales et de l'économie. Comme l'illustre la figure 2.1, la croissance des ventes des grandes entreprises est relativement plus volatile que celle des petites entreprises. Ces données sont présentées en détail à la figure 2.2 qui compare les coefficients de variation (CV)[8].

Figure 2.2
Coefficient de variation du taux de croissance des revenus selon la taille de l'entreprise, 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Les grandes entreprises présentaient le coefficient de variation le plus élevé avec 1,27 pour un taux moyen de croissance des ventes de 5,4 %. En comparaison, les moyennes entreprises affichaient un coefficient de variation de 1,05 et les petites entreprises de 0,99, pour une croissance moyenne des ventes de 3,5 % et de 2,2 % respectivement. Ainsi, bien qu'en moyenne le taux de croissance des grandes entreprises ait augmenté plus rapidement que celui des PME pendant la période de 2000 à 2012, il était moins stable.

6. Il faut rester cohérent : un écart positif sur une période d'un an ne constitue pas une preuve significative.

7. En moyenne, la croissance des petites et moyennes entreprises était inférieure à celle du PIB, soit respectivement de 2,51 % et de 1,28 %. Durant la période d'analyse, le taux de croissance des petites entreprises n'a été supérieur à celui du PIB qu'au cours de deux années, tandis que celui des moyennes entreprises ne l'a dépassé qu'au cours de trois années. Le taux de croissance des grandes entreprises n'a été supérieur à celui du PIB que durant la moitié de la période et inférieur à celui du PIB que durant l'autre moitié de la période; il a toutefois augmenté en moyenne de 0,62 % de plus que celui du PIB au cours de l'ensemble de la période.

8. Mesure de la volatilité relative qui neutralise la taille de l'entreprise en divisant l'écart-type de la croissance des ventes pendant cette période par la croissance moyenne totale des ventes.

Croissance des ventes selon le secteur

L'analyse des données sur la croissance n'est pas seulement importante du point de vue de la taille de l'entreprise; les ventilations par secteur en disent long également. Lorsque certains secteurs clés (p. ex. la fabrication ou la construction) affichent une performance insuffisante et qu'ils sont liés à d'autres secteurs, les ventes de ces autres secteurs enregistrent elles aussi une baisse.

Le tableau 2.1 présente les taux de croissance des revenus des PME selon le secteur. Avant la récession de 2009, les données révèlent que le secteur de la construction et celui de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz constituaient les secteurs les plus performants au Canada, avec une croissance annuelle moyenne de 6,8 % et de 8,5 % respectivement. Si les taux de croissance du secteur de la fabrication sont restés faibles de 2000 à 2006, ils sont tombés sous la barre du 0 de 2006 à 2010. En 2009, ce sont les secteurs de l'extraction minière, du transport et de la fabrication qui ont enregistré la plus grande baisse d'une année à l'autre. En 2012, les taux de croissance de la majorité des secteurs semblaient retrouver les mêmes niveaux qu'au milieu du cycle.

Tableau 2.1
Taux de croissance des revenus des PME selon le secteur (pourcentage), 2000-2012

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	9,9	7,6	4,2	4,5	4,8	2,5	3,5	6,5	6,5	-2,7	1,5	13,2	10,2	5,6
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	13,1	13,8	-1,6	8,1	12,0	13,8	4,1	2,6	10,3	-13,8	-0,7	-2,9	6,0	5,0
Construction	7,2	7,2	5,4	9,3	7,3	5,9	7,1	6,8	5,0	-5,2	1,4	5,8	4,4	5,2
Fabrication	4,1	2,0	-0,3	0,9	2,2	0,5	-0,6	-1,4	-2,3	-7,7	-2,4	2,4	1,9	-0,1
Commerce de gros et de détail	4,5	4,2	2,6	2,5	2,5	-0,5	-0,3	5,0	-0,6	-2,8	-0,9	2,3	1,9	1,6
Transport et entreposage	9,3	7,2	2,7	5,1	7,0	4,5	7,1	3,6	1,9	-10,8	1,3	7,8	5,3	4,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,5	10,9	2,2	2,5	6,3	5,0	4,0	10,4	5,0	-4,6	2,0	3,9	5,2	4,9
Hébergement et services de restauration	4,7	8,5	2,8	1,9	3,6	0,4	2,9	5,4	4,9	-0,4	3,8	4,6	5,3	3,7
Autres	5,8	7,7	3,9	2,2	5,7	4,1	4,3	5,8	5,0	-1,0	1,6	7,3	5,8	4,5

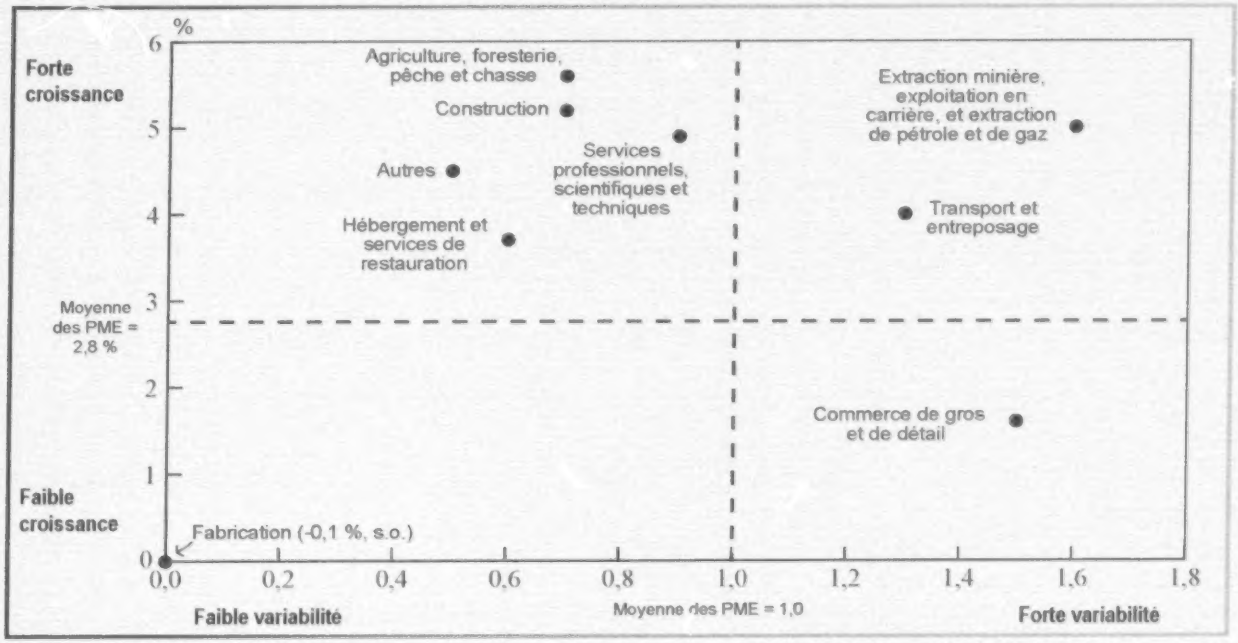
Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Lorsqu'on évalue la croissance d'un secteur, il ne faut pas oublier qu'il existe plusieurs modèles de croissance. Une croissance qui reflète une tendance à la hausse, mais qui fluctue de façon irrégulière en raison du roulement des entreprises (c'est-à-dire ouverture et fermeture d'entreprises) n'offre pas de stabilité. Par conséquent, pour évaluer la croissance, il peut être utile d'examiner sa volatilité. Idéalement, il est recommandé de tenir compte d'une croissance des ventes positive et stable d'une année sur l'autre. Une croissance des ventes inférieure, mais plus stable est également acceptable, puisqu'elle se traduit par des taux d'emploi stables. La figure 2.3 compare les taux moyens de croissance des revenus par secteur avec le coefficient de variation des taux de croissance des revenus.

En général, la croissance des PME dans les secteurs du transport, de l'entreposage ainsi que de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz a connu une hausse rapide, mais moins stable de 2000 à 2012. Le secteur de la fabrication fait classe à part, affichant en moyenne un taux de croissance négatif stable de -0,1 %. Au cours de la même période, les PME du secteur du commerce de gros et de détail présentent

un risque élevé, enregistrant une croissance faible et volatile. Les entreprises canadiennes les plus performantes se trouvent dans le quart supérieur gauche de la figure, affichant des courbes de croissance au-dessus de la moyenne et relativement stables.

Figure 2.3
Taux moyen de croissance des revenus (axe vertical) et coefficient de variation (axe horizontal) des PME selon le secteur, 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

3. Rentabilité

L'évaluation des marges bénéficiaires et de la rentabilité totale des entreprises serait l'une des meilleures façons de vérifier si les entreprises créent de la valeur, se traduisant par une croissance économique. Malgré leur utilité, ces indicateurs font habituellement l'objet d'un simple examen superficiel par les analystes des politiques, contrairement aux statistiques sur le PIB. La présente analyse porte sur la rentabilité des entreprises, à savoir la partie du PIB qui revient aux propriétaires d'entreprise après déduction du revenu imputable au travail.

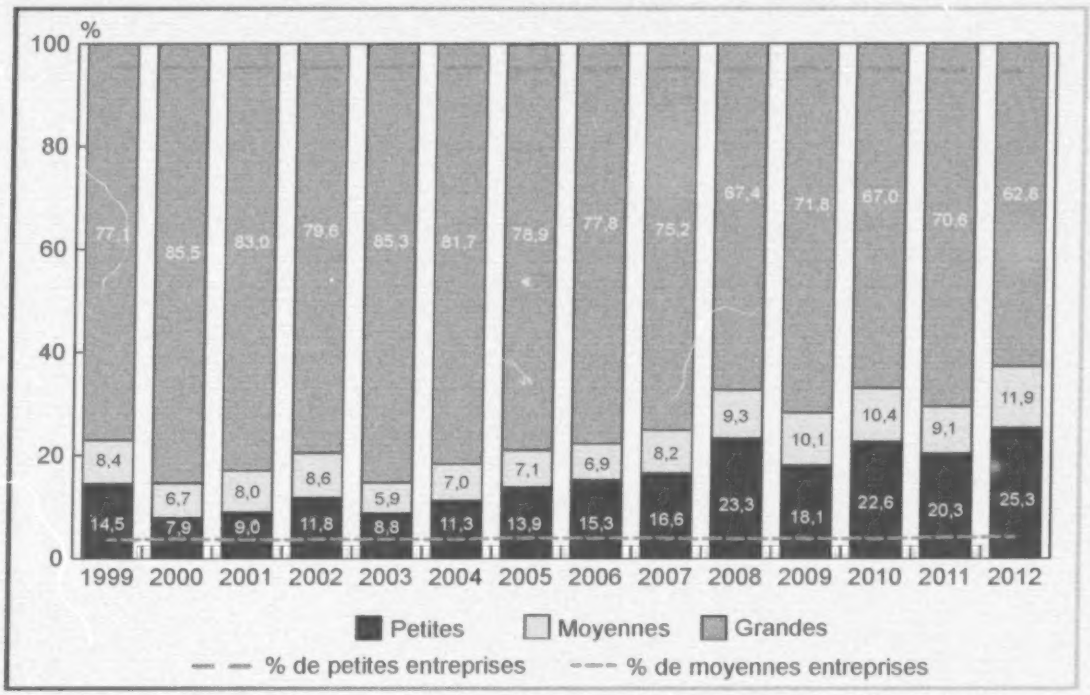
Bénéfices nets selon la taille de l'entreprise

Selon Statistique Canada, les entreprises ont enregistré 1,25 billion de dollars de bénéfices nets de 1999 à 2012, soit en moyenne 89 milliards de dollars par année. Il s'agit du total des bénéfices, déduction faite des coûts de production et d'exploitation, des charges d'amortissement et d'amortissement pour épuisement, des charges d'intérêts, des impôts et de tout autre coût. En 2012, les données des *Statistiques financières et fiscales des entreprises* faisaient état de 936 000 entreprises, ce qui correspond à des bénéfices nets par entreprise d'environ 131 000 dollars contre 74 000 dollars en 1999.

On peut obtenir des renseignements supplémentaires en examinant la répartition des bénéfices ainsi que les tendances concernant l'ampleur des bénéfices. Les revenus sont-ils largement distribués, avec une partie appréciable revenant aux PME? La majorité des revenus va-t-elle dans les poches des grandes entreprises pendant que les autres entreprises peinent à survivre?

La figure 3.1 présente la répartition des revenus des petites, moyennes et grandes entreprises pour chacune des années de 1999 à 2012, ainsi que le pourcentage de petites et moyennes entreprises en activité. En moyenne, les grandes entreprises ont réalisé environ 76 % des bénéfices annuels, tandis que les petites et moyennes entreprises ont généré environ 16 % et 8 % des bénéfices respectivement. Bien que le pourcentage des petites et moyennes entreprises en activité soit demeuré stable au cours de la période, leur part des bénéfices totaux a augmenté, passant de 15 % et de 8 % en 1999 à, respectivement, 25 % et 12 % en 2012. La part des bénéfices totaux des grandes entreprises a quant à elle diminué, passant de 77 % à 63 %.

Figure 3.1
Répartition des revenus selon la taille de l'entreprise, 1999-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Outre une meilleure répartition des revenus, il serait souhaitable d'observer une croissance et une stabilité des revenus. La plupart du temps, la croissance des bénéfices suit une trajectoire similaire à celle de la croissance des ventes, diminuant pendant une récession et augmentant pendant une expansion; il arrive toutefois qu'une variable change plus rapidement qu'une autre[9].

9. Les données des *Statistiques financières et fiscales des entreprises* montrent que les bénéfices des PME varient plus rapidement que leurs ventes. Par exemple, juste avant la période de 2000-2001, les bénéfices ont baissé un ou deux ans avant que les ventes chutent.

Le principe économique est simple : une demande accrue de produits et de services de la part des consommateurs et des entreprises entraîne la hausse des volumes et des prix en période de prospérité, gonflant ainsi les bénéfices. En période de ralentissement, l'inverse se produit : une baisse de la demande entraîne une diminution des volumes et des prix.

Le tableau 3.1 présente le taux moyen de croissance des bénéfices, l'écart-type de la croissance des bénéfices et le coefficient de variation selon la taille de l'entreprise. Au cours de la période d'analyse, la croissance moyenne des bénéfices était inversement proportionnelle à la taille de l'entreprise, et l'écart-type montrait que la croissance des petites entreprises était plus volatile. Cependant, si on tient compte de l'effet de la taille de l'entreprise, la volatilité relative de la croissance des PME était inférieure à celle des grandes entreprises (comme le montrent leurs coefficients de variation ou ratios risque/rémunération). Cela nous porte à croire que, au cours de la période d'évaluation, le taux de croissance des bénéfices des PME était beaucoup plus élevé que celui des grandes entreprises en raison de la volatilité inhérente à la réalisation de bénéfices.

Tableau 3.1
Taux moyen de croissance des bénéfices, écart-type de la croissance des bénéfices et coefficient de variation selon la taille de l'entreprise, 2000-2012

Taille de l'entreprise	Moyenne	Écart-type	Coefficient de variation
Petites	15,4 %	31,6 %	2,1
Moyennes	10,6 %	17,7 %	1,7
Grandes	7,3 %	24,2 %	7,7

Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Bénéfices nets selon le secteur

Il est important de comprendre la variation des bénéfices dans les secteurs, puisque l'évolution de la conjoncture économique affecte les entreprises différemment. Les récessions nuisent aux entreprises qui, en raison de leurs ventes et de leur capital, sont moins en mesure de faire face à une baisse de la demande, comme les entreprises très endettées spécialisées dans la vente de produits discrétionnaires.

Le tableau 3.2 compare les taux de croissance des bénéfices nets annuels selon le secteur. De 2000 à 2012, le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques et le secteur de l'hébergement et des services de restauration ont enregistré les plus fortes croissances moyennes des bénéfices nets avec des taux de 27 % et de 25 % respectivement. Au cours de la même période, les autres industries ont connu des croissances de 10 à 18 %, sauf le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz, lequel affiche des pertes chaque année.

Tableau 3.2
Taux de croissance des bénéfices des PME selon le secteur (pourcentage), 2000-2012

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27	14	-1	-34	51	29	15	31	29	-37	54	45	8	18
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction	-32	25	23	24	32	33	25	26	4	-25	17	14	21	14
Fabrication	-37	-45	19	-55	100	15	69	-8	30	-78	100	19	34	12
Commerce de gros et de détail	-30	16	17	16	27	22	20	7	4	-10	35	0	13	10
Transport et entreposage	2	-11	-5	-2	38	31	33	-14	30	-42	57	31	12	12
Services professionnels, scientifiques et techniques	-28	PE	PR	-27	100	100	40	34	9	-9	40	32	4	27
Hébergement et services de restauration	PE	PR	23	-43	100	54	82	23	7	-33	34	-5	31	25
Autres	-24	17	36	-10	31	27	33	10	7	-11	17	22	21	14

Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.
Note 1 : Les taux de croissance annuels supérieurs à 100 % sont considérés comme des valeurs aberrantes et ont donc été ramenés à 100 % pour éviter de fausser les moyennes.
Note 2 : La croissance des bénéfices correspond à la variation en pourcentage d'une année à l'autre. Ces données ne sont pas fournies si la dernière période ou la même période de l'année précédente a enregistré une perte nette. Si une entreprise a affiché des bénéfices pendant la dernière période comparativement à des pertes pour la même période de l'année précédente, la variation en pourcentage est représentée par les lettres « PR ». De la même manière, si une entreprise a affiché des pertes pendant la dernière période comparativement à des bénéfices pour la même période de l'année précédente, la variation en pourcentage est représentée par les lettres « PE ».
Note 3 : « — » indique que les données ne sont pas significatives, puisque le secteur a enregistré des pertes dans toutes les périodes.

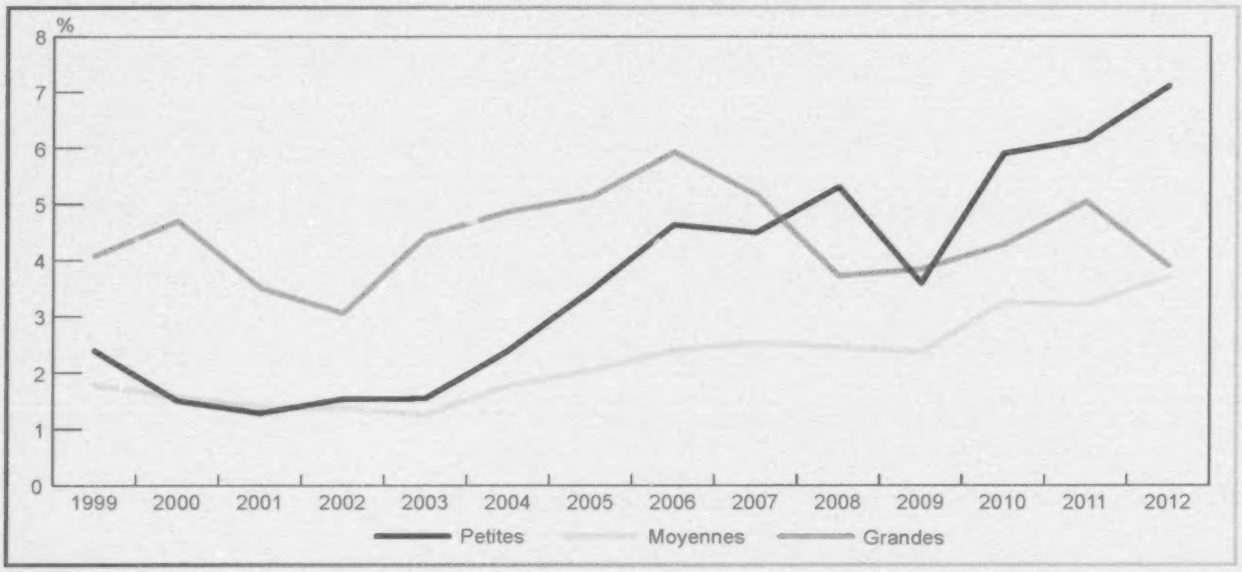
Pendant la récession de 2009, le secteur de la fabrication a été le plus durement touché, et les secteurs de l'agriculture, de la construction, du transport et de l'hébergement ont connu des baisses de rentabilité importantes. Les secteurs du commerce de gros et de détail, des services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que des autres services n'ont quant à eux subi que de légères baisses de rentabilité. Après la récession, tous les secteurs ont connu une reprise. De 2010 à 2012, les bénéfices nets de la plupart des secteurs ont augmenté, passant en moyenne de 16 à 51 % par année.

Ratio de la marge d'exploitation selon la taille de l'entreprise

Le ratio de la marge d'exploitation correspond au quotient de la division des bénéfices nets après impôts par les ventes. Il mesure la part des revenus qu'une entreprise récupère à son profit après déduction de ses coûts d'exploitation.

Comme l'illustre la figure 3.2, ce sont les marges des grandes entreprises qui étaient les plus élevées au début de la période. De 1999 à 2003, le ratio moyen de la marge d'exploitation des grandes entreprises était de 4,0 %, contre 1,7 % pour les petites entreprises et 1,5 % pour les moyennes entreprises. De 2004 à 2012, les marges des petites entreprises ont augmenté, passant de 2,4 % à 7,0 %; celles des moyennes entreprises ont elles aussi augmenté, passant de 1,8 % à 3,7 %. Les marges des grandes entreprises sont demeurées presque les mêmes, fluctuant entre un creux de 3,1 % en 2002 et un pic de 5,9 % en 2006.

Figure 3.2
Ratio de la marge d'exploitation selon la taille de l'entreprise (pourcentage), 1999-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Ratio de la marge d'exploitation selon le secteur

Comme le démontre le tableau 3.3, les marges d'exploitation des entreprises du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ainsi que du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques étaient les plus élevées, affichant une moyenne de 8,4 % et de 6,3 % respectivement. Les PME dont les marges étaient les plus faibles pendant cette période faisaient partie des secteurs de la fabrication, du commerce de gros et de détail avec une moyenne de 2,0 %, ainsi que de l'hébergement et des services de restauration avec une moyenne de 2,1 %. Les entreprises du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz ont subi des pertes au cours de la période, affichant par conséquent des marges négatives.

Tableau 3.3
Ratio de la marge d'exploitation des PME selon le secteur (pourcentage), 1999-2012

Secteur	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5,2	6,0	6,3	6,0	3,8	5,4	6,8	7,6	9,4	11,3	7,3	11,1	14,2	13,9	8,4
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	-27,2	-11,7	-6,4	-11,6	-2,8	-1,5	-3,3	-3,4	-29,7	-25,4	-23,6	-5,6	-47,6	-37,0	-16,9
Construction	3,1	1,9	2,3	2,6	3,0	3,7	4,6	5,4	6,4	6,3	4,9	5,7	[illegible]1	7,1	4,6
Fabrication	3,5	2,1	1,1	1,3	0,6	1,2	1,4	2,3	2,1	2,8	0,7	2,8	3,3	4,3	2,0
Commerce de gros et de détail	1,4	0,9	1,0	1,1	1,2	1,5	1,9	2,2	2,3	2,4	2,2	3,0	2,9	3,2	2,0
Transport et entreposage	2,9	2,7	2,2	2,1	1,9	2,5	3,1	3,9	3,2	4,1	2,7	4,1	5,0	5,3	3,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,9	2,5	-0,2	0,3	0,2	2,3	5,1	6,9	8,3	8,7	8,2	11,3	14,4	14,2	6,3
Hébergement et services de restauration	1,5	-0,1	0,4	0,4	0,2	1,2	1,8	3,1	3,7	3,7	2,5	3,2	2,9	3,7	2,1
Autres	2,6	1,9	2,0	2,7	2,4	2,9	3,6	4,6	4,7	4,8	4,4	5,0	5,7	6,5	3,9

Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

4. Efficacité

Depuis plus de dix ans, la productivité du Canada est un sujet qui préoccupe les politiciens, les médias et les économistes. Dans la présente analyse, les statistiques, et notamment les ratios de rotation de l'actif, affichent des résultats plus positifs. Selon les ratios de rotation de l'actif, la productivité des entreprises s'est accrue après la récession. Qui plus est, grâce à la ventilation des données selon la taille de l'entreprise, l'analyse démontre que les moyennes entreprises, une fois regroupées, faisaient partie du groupe le plus productif.

Efficacité selon la taille de l'entreprise

Le ratio de rotation de l'actif mesure le montant des ventes générées en moyenne pour chaque dollar d'actif et rend compte de l'efficacité avec laquelle les entreprises se servent de leurs actifs. Plus le ratio est élevé, plus les résultats sont bons. Cette notion sous-entend que l'entreprise réalise plus de revenus par dollar d'actif. Avec le temps, les fluctuations de la rotation de l'actif permettront de déterminer si l'utilisation des actifs par les entreprises leur a été profitable ou non.

La productivité multifactorielle (PMF) mesure l'efficacité avec laquelle des facteurs sont utilisés dans le processus de production. Elle représente le ratio du PIB réel et des facteurs travail et capital combinés.

La productivité multifactorielle et la rotation de l'actif ont fluctué en même temps pendant la période d'évaluation (figure 4.1)[10]. La rotation de l'actif des petites entreprises a diminué, pour passer de 1,2 en 2000 à 0,8 en 2012. Même constat pour les moyennes entreprises dont la rotation de l'actif est passée de 2,0 à 1,6 ainsi que pour les grandes entreprises dont la rotation de l'actif est passée de 1,2 à 0,9. Au Canada, la productivité a enregistré une baisse, passant de 99,3 en 2000 à 93,6 en 2012[11]. La productivité multifactorielle et la rotation de l'actif ont subi une forte baisse pendant la récession de 2009. Si les tendances se sont inversées après la récession pour les moyennes et grandes entreprises, elles se sont maintenues jusqu'à la fin de la période d'évaluation pour les petites entreprises.

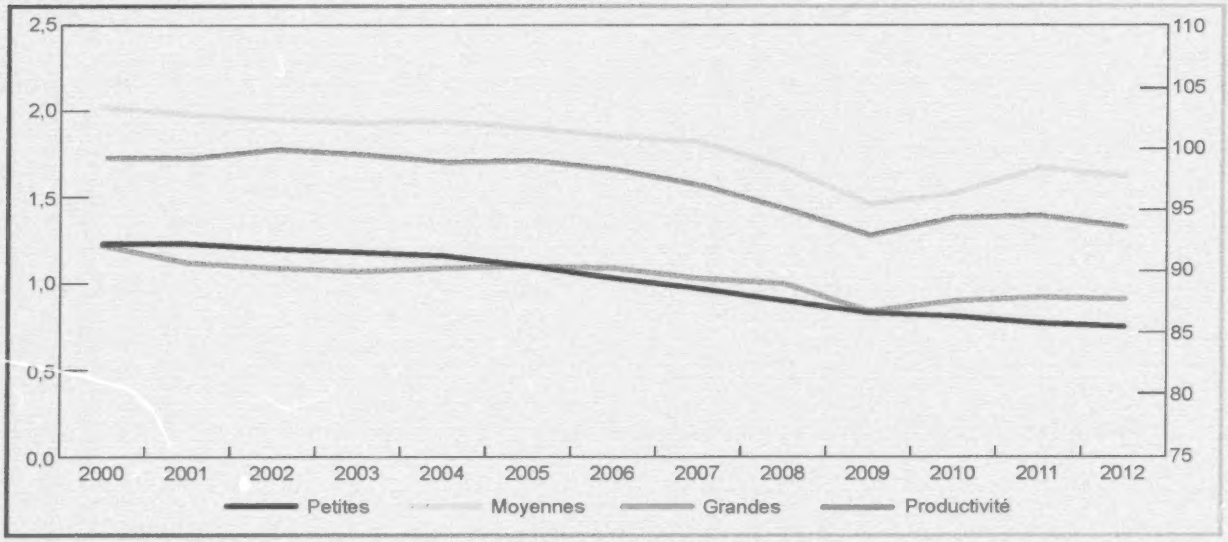
La rotation de l'actif peut également servir à mieux comprendre la productivité relative. Des ratios de rotation de l'actif constamment plus élevés se traduisent souvent par une productivité plus élevée. Les moyennes entreprises ont affiché un ratio de rotation de l'actif moyen de 1,8 contre 1,0 pour les petites et grandes entreprises. Ainsi, si l'on se fie à cette mesure, les moyennes entreprises semblent utiliser leurs ressources de production de façon plus efficace[12].

10. Les coefficients de corrélation entre la productivité multifactorielle et la rotation de l'actif étaient de 0,96 pour les petites entreprises, de 0,95 pour les moyennes entreprises et de 0,91 pour les grandes entreprises.

11. La productivité multifactorielle a été indexée à 100 en 2002.

12. Rappelons que, si les moyennes entreprises ont effectivement fait preuve d'une plus grande efficacité, elles ont toutefois enregistré des marges inférieures. Leur efficacité accrue ne s'est donc pas traduite par une plus grande rentabilité.

Figure 4.1
Ratio de rotation de l'actif selon la taille de l'entreprise (axe de gauche) et productivité multifactorielle (axe de droite), 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; Statistique Canada, Tableau 383-0021 : Productivité multifactorielle, valeur ajoutée, facteur capital et facteur travail dans le secteur agrégé des entreprises et ses principaux sous-secteurs, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Efficacité selon le secteur

En plus d'analyser les ratios de rotation de l'actif selon la taille de l'entreprise, il peut également s'avérer utile d'examiner les ratios selon les secteurs (tableau 4.1). Conformément à la figure 4.1, le ratio de rotation de l'actif des PME, tous secteurs confondus, affiche généralement une tendance à la baisse, atteignant son niveau le plus bas pendant la récession et effectuant une remontée avec la reprise de l'économie après la récession. En moyenne, les PME du secteur du commerce de gros et de détail ont affiché le ratio le plus élevé au cours de la période (2,19). Les ratios les plus faibles étaient ceux des PME des secteurs de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz, de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse, ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques (respectivement 0,22, 0,60 et 0,88).

Tableau 4.1
Ratio de rotation de l'actif des PME selon le secteur, 2000-2012

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,70	0,70	0,67	0,65	0,63	0,61	0,59	0,58	0,57	0,53	0,51	0,52	0,52	0,60
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,30	0,32	0,27	0,29	0,30	0,27	0,22	0,18	0,16	0,11	0,12	0,12	0,12	0,22
Construction	1,25	1,29	1,31	1,34	1,33	1,31	1,28	1,20	1,12	1,00	0,98	0,98	0,95	1,18
Fabrication	1,52	1,49	1,48	1,47	1,46	1,44	1,40	1,32	1,23	1,11	1,10	1,14	1,15	1,33
Commerce de gros et de détail	2,45	2,43	2,41	2,38	2,34	2,27	2,19	2,17	2,06	1,97	1,94	1,92	1,90	2,19
Transport et entreposage	1,41	1,41	1,37	1,39	1,43	1,49	1,55	1,45	1,41	1,26	1,28	1,34	1,31	1,39
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,04	1,01	0,95	0,93	0,94	0,92	0,91	0,92	0,87	0,79	0,77	0,72	0,68	0,88
Hébergement et services de restauration	1,45	1,56	1,55	1,50	1,47	1,43	1,43	1,40	1,38	1,33	1,33	1,32	1,32	1,42
Autres	1,61	1,63	1,59	1,54	1,49	1,42	1,38	1,36	1,32	1,24	1,21	1,23	1,21	1,40

Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

5. Utilisation du capital

À la section 3, on a évalué la rentabilité des entreprises par le calcul des bénéfices moyens par entreprise, de la croissance des bénéfices et des ratios de la marge d'exploitation. Ces indicateurs permettent d'évaluer si les sources de revenus d'une entreprise canadienne moyenne suffisent à couvrir les coûts d'exploitation. Toutefois, aucun de ces indicateurs ne tient compte des sommes investies dans l'entreprise. Le présent rapport vise principalement à évaluer le montant des revenus excédant les coûts que les entreprises génèrent, par dollar investi. Les entreprises qui disposent de plus hauts revenus excédentaires par dollar investi pourront réinvestir davantage de revenus dans leurs activités et ainsi prospérer plus. Cette méthode d'analyse du rendement démontre le niveau d'efficacité des entreprises à faire fructifier leur capital.

Dans cette section, le rendement de l'actif (RDA), le rendement des capitaux propres (RCP) et les ratios de Sharpe ont servi d'indicateurs clés.

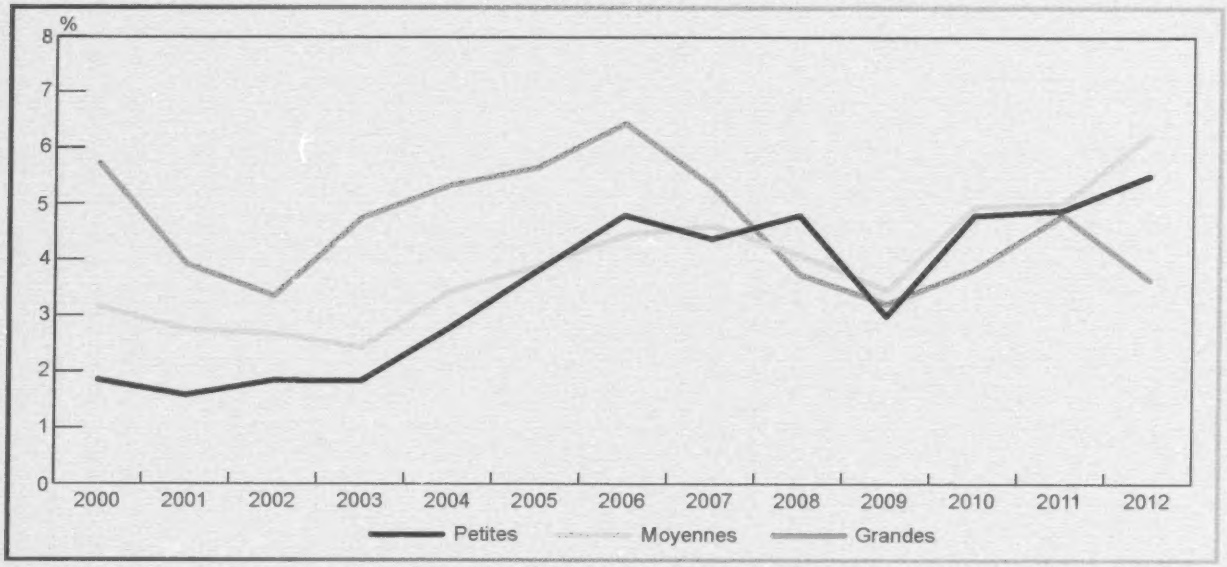
RDA et RCP selon la taille de l'entreprise

On définit le RDA comme les bénéfices nets divisés par les actifs totaux moyens. Il est composé des ratios de la marge d'exploitation (total des bénéfices nets divisé par le total des revenus) et des ratios de rotation de l'actif (total des revenus divisé par les actifs). La multiplication de ces deux ratios correspond au RDA d'une entreprise, à savoir le montant des bénéfices nets réalisés pour chaque dollar contrôlé par l'entreprise[13]. Ce rendement permet de mesurer l'utilisation du capital. Ainsi, un RDA élevé prouve l'efficacité avec laquelle une entreprise réalise des bénéfices à partir de ses actifs.

13. *Rotation de l'actif* × *Ratio de la marge d'exploitation* = $\frac{\textit{Revenus totaux}}{\textit{Actifs}} \times \frac{\textit{Bénéfices nets}}{\textit{Revenus totaux}} = \frac{\textit{Bénéfices nets}}{\textit{Actifs}} = \textit{Rendement de l'actif}$

La figure 5.1 compare le rendement de l'actif des entreprises selon les catégories de taille. Comme en témoignent les résultats au début de la période, les grandes entreprises ont obtenu le rendement le plus élevé, suivies des moyennes entreprises, puis des petites entreprises. Plus précisément, en 2000, les grandes entreprises ont généré un rendement de l'actif de 5,7 % contre 1,9 % pour les petites entreprises et 3,2 % pour les moyennes entreprises.

Figure 5.1
Rendement de l'actif selon la taille de l'entreprise (pourcentage), 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

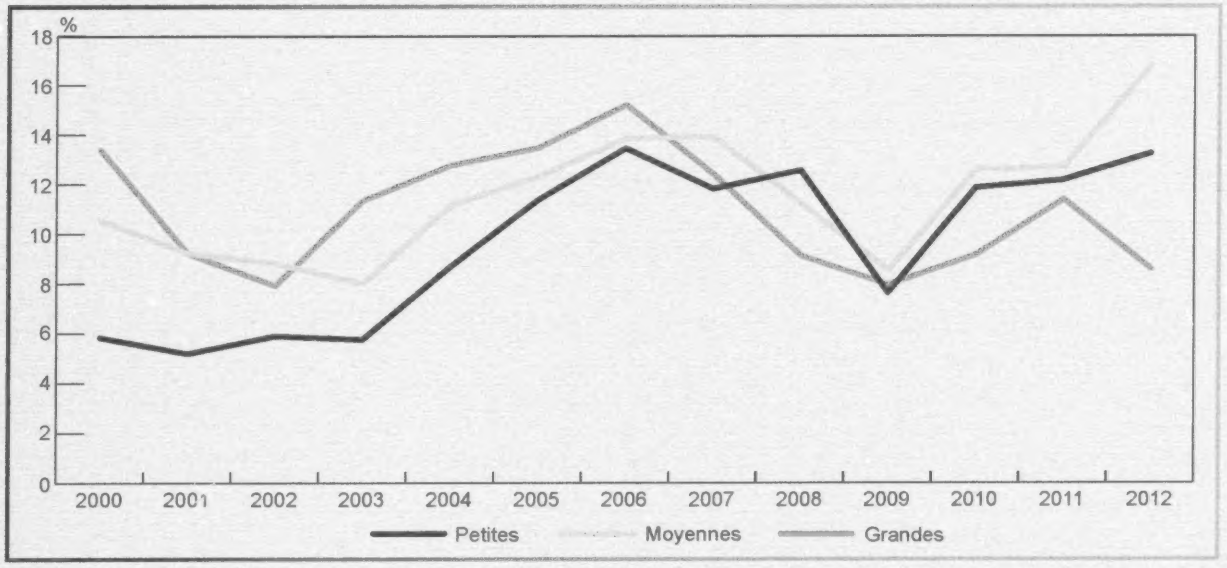
Le rendement des entreprises de toutes tailles a chuté en 2001 à la suite du ralentissement économique, mais est demeuré positif en général avant de s'améliorer au cours de la période de 2004-2006. Fait intéressant : bien que les petites et moyennes entreprises aient obtenu des résultats inférieurs à ceux des grandes entreprises au début de la période d'évaluation, elles ont affiché de meilleurs résultats pendant la deuxième moitié de la période. Ces résultats s'expliquent principalement par la forte augmentation des ratios de la marge d'exploitation de certains secteurs. Les PME du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques ont notamment observé une augmentation de leurs marges nettes de plus de 10 unités de pourcentage de 2000 à 2012 (voir le tableau 5.1). Une augmentation de quatre unités de pourcentage des ratios de la marge d'exploitation dans le secteur de la construction, un autre secteur important, a également permis au RDA des PME de dépasser celui des grandes entreprises.

Malgré une diminution de leur rendement au cours de la deuxième moitié de la période, les grandes entreprises ont affiché dans l'ensemble le meilleur rendement pour la période de 2000 à 2012, générant un RDA moyen de 4,6 % contre 3,5 % pour les petites entreprises et 3,9 % pour les moyennes entreprises.

Le rendement des capitaux propres permet également d'évaluer l'utilisation du capital. Il mesure l'efficacité avec laquelle les entreprises utilisent leur capital, c'est-à-dire l'efficacité avec laquelle les entreprises génèrent un rendement du capital investi par les actionnaires. Le RCP se calcule en divisant les bénéfices nets annuels par les capitaux propres moyens des actionnaires.

Comme l'illustre la figure 5.2, la courbe du RCP a suivi les mêmes tendances que celle du RDA. Au début de la période, les grandes entreprises ont enregistré le rendement le plus élevé avec 13,4 % en 2000, suivies des moyennes entreprises avec 10,5 % et enfin des petites entreprises avec 5,8 %. Le RCP des entreprises de toutes tailles a diminué au début de la période, avant de remonter de 2004 à 2006.

Figure 5.2
Taux de rendement des capitaux propres selon la taille de l'entreprise (pourcentage), 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Contrairement aux mesures de RDA, les moyennes entreprises ont obtenu le meilleur RCP, soit une moyenne de 11,5 %. Les grandes entreprises ont affiché un RCP moyen de 10,9 % contre 9,6 % pour les petites entreprises. Depuis 2009, les données révèlent que les grandes entreprises peinent à obtenir un RCP semblable à celui d'avant la récession, probablement en raison du nombre élevé de grandes entreprises et de la tendance à la baisse du RCP dans les secteurs de l'agriculture, de l'extraction minière et de la fabrication.

RDA et RCP selon le secteur

Le tableau 5.1 présente le RDA et le RCP annuels des PME selon le secteur. Pour la majorité des secteurs, les rendements ont observé des tendances semblables à celles illustrées dans les figures 5.1 et 5.2. Avant la récession, les entreprises du secteur de la construction ont affiché les rendements les plus élevés et celles du secteur de la fabrication, les plus faibles. Après la récession, le rendement des PME des secteurs de la fabrication, du transport et de l'entreposage s'est grandement amélioré. Les entreprises du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques ont généré les rendements les plus élevés après la récession, soit un RDA moyen de 9,6 % et un RCP moyen de 22,2 % de 2010 à 2012.

Tableau 5.1
Rendement de l'actif moyen (pourcentage) (ligne du haut) et rendement des capitaux propres moyen (pourcentage) (ligne du bas) des PME selon le secteur, 2000-2012

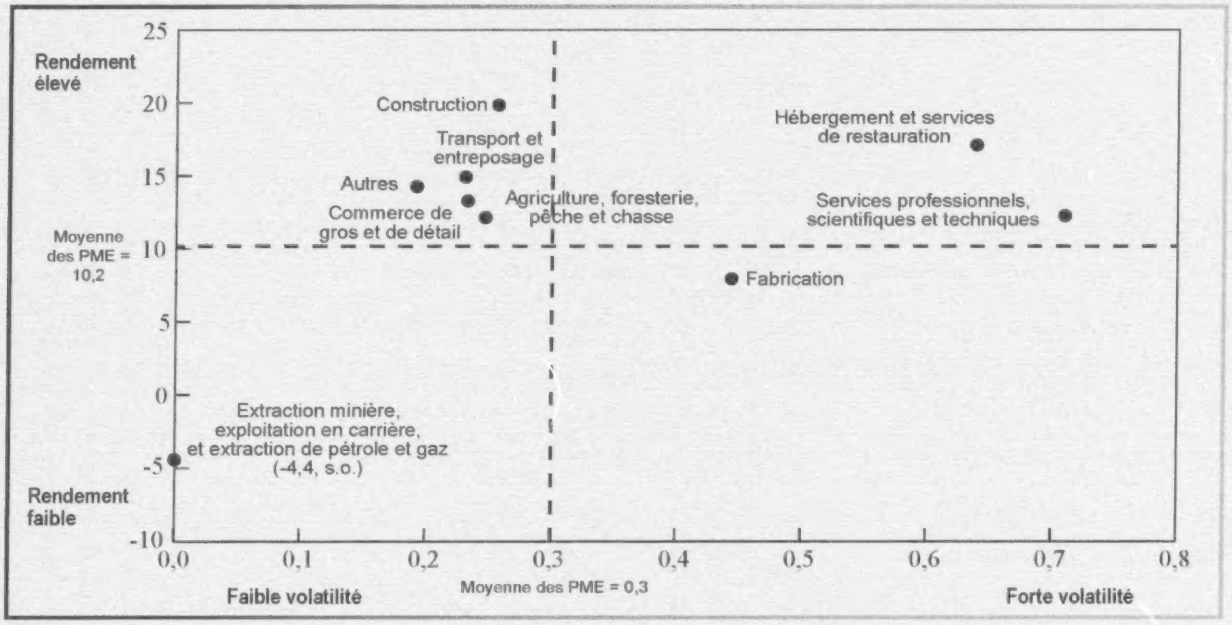
Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4,2	4,4	4,0	2,5	3,5	4,2	4,5	5,4	6,5	3,8	5,6	7,4	7,2	4,9
	11,2	11,7	10,7	6,6	9,3	11,1	11,8	13,9	15,9	9,2	13,3	16,9	15,9	12,1
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	-3,5	-2,1	-3,2	-0,8	-0,5	-0,9	-0,8	-5,5	-3,9	-2,6	-0,7	-5,8	-4,5	-2,7
	-6,3	-3,8	-6,2	-1,6	-0,9	-1,6	-1,3	-8,9	-5,9	-3,8	-1,0	-9,2	-7,1	-4,4
Construction	2,4	2,9	3,4	4,0	4,9	6,1	6,9	7,6	7,0	4,9	5,6	6,0	6,8	5,3
	10,7	13,3	15,9	17,7	20,1	23,9	25,9	28,2	25,4	17,3	18,8	19,4	21,4	19,8
Fabrication	3,2	1,7	2,0	0,9	1,7	2,0	3,2	2,8	3,5	0,8	3,1	3,7	5,0	2,6
	9,1	4,9	5,8	2,6	5,2	5,9	9,7	8,2	10,0	2,1	8,6	10,3	13,4	7,4
Commerce de gros et de détail	2,2	2,4	2,8	2,9	3,5	4,2	4,9	5,0	4,9	4,3	5,8	5,6	6,1	4,2
	7,9	9,1	9,9	10,2	12,3	14,2	15,7	15,7	15,3	13,0	16,6	15,7	17,0	13,3
Transport et entreposage	3,8	3,2	2,8	2,7	3,6	4,7	5,0	4,6	5,8	3,4	5,3	6,7	6,9	4,6
	14,7	13,2	11,1	9,8	12,6	16,1	19,3	14,6	18,7	10,2	15,6	19,3	19,0	14,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,7	-0,2	0,3	0,2	2,2	4,7	6,2	7,7	7,5	6,5	8,7	10,4	9,6	5,1
	6,6	-0,5	0,7	0,5	5,9	12,6	15,9	18,5	17,6	15,0	19,3	24,1	23,2	12,2
Hébergement et services de restauration	-0,1	0,6	0,7	0,4	1,7	2,5	4,5	5,1	5,2	3,3	4,3	3,9	4,8	2,8
	-1,1	5,2	6,0	3,0	13,5	19,1	30,3	30,9	29,8	18,6	22,4	20,1	24,5	17,1
Autres	3,0	3,3	4,3	3,6	4,4	5,1	6,3	6,5	6,4	5,4	6,1	7,0	7,9	5,3
	11,0	11,9	11,6	10,2	12,5	14,6	17,8	17,6	16,4	13,1	14,3	16,4	17,8	14,3

Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

La figure 5.3 compare le rendement des capitaux propres et le coefficient de variation connexe selon le secteur. Les secteurs de la construction, du transport et de l'entreposage, des autres services, du commerce de gros et de détail, ainsi que de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ont affiché un rendement élevé et une volatilité faible. D'autre part, les secteurs de l'hébergement et des services de restauration, ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques ont affiché un rendement élevé et une volatilité élevée. Cette volatilité s'explique en partie par le fait que les entreprises de ces secteurs ont tendance à recourir à l'emprunt, ce qui entraîne des variations du rendement plus importantes[14]. Le secteur de la fabrication a éprouvé des difficultés pendant la période d'analyse, affichant un rendement faible et une volatilité élevée. Les entreprises du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz ont subi des pertes au cours de la même période, de sorte que leur coefficient de variation n'était pas applicable.

14. Les entreprises et les secteurs dont la structure de coûts comporte plus de coûts fixes (exploitation ou financement) que de coûts variables voient leur bénéfice d'exploitation et leur bénéfice net varier davantage suivant la fluctuation de leurs revenus. Des dérivations mathématiques servant à expliquer ce phénomène sont présentées dans la plupart des manuels sur le financement des entreprises, comme dans le volume 4 du *Corporate Finance and Portfolio Management* (2007).

Figure 5.3
Comparaison du rendement des capitaux propres moyen (axe vertical) des PME avec le coefficient de variation (axe horizontal), 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Ratios de Sharpe selon la taille de l'entreprise et le secteur

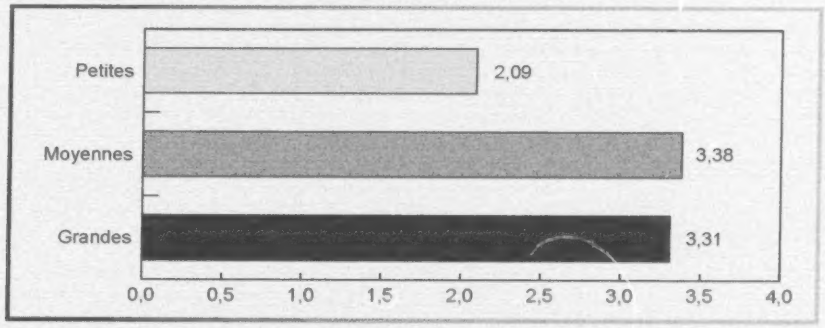
Pour une analyse exhaustive du rendement des PME, il faut examiner le rendement ajusté en fonction des risques. Dans ce contexte, il s'agit d'analyser le rendement excédentaire par rapport à la volatilité du rendement. Pour ce faire, on peut utiliser le ratio de Sharpe[15]. Créé par William F. Sharpe, lauréat du prix Nobel, le ratio de Sharpe mesure l'excédent du RCP moyen pendant la période d'évaluation sur les rendements des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans divisé par l'écart-type du RCP. Un ratio de Sharpe élevé se traduit par un rendement ajusté en fonction des risques plus important. Les ratios de Sharpe peuvent augmenter en raison de rendements plus élevés, de taux d'intérêt en baisse ou d'une plus grande stabilité du rendement. Lorsque les rendements sont analysés séparément, une hausse considérable du RCP pourrait laisser croire à tort à une amélioration de la rentabilité économique même lorsque ce n'est pas le cas[16]. Cela pourrait également se traduire par d'importantes retombées économiques lorsque, en réalité, les sources de ces retombées sont très instables. Le fait d'analyser le rendement excédentaire par unité de risque permet d'éviter toute erreur d'interprétation susceptible de se produire lorsque le RCP est évalué séparément.

La figure 5.4 présente les ratios de Sharpe selon la taille de l'entreprise. Comme en témoignent les résultats de la période d'évaluation, les moyennes et grandes entreprises ont généré les meilleurs rendements ajustés en fonction des risques, affichant un ratio de Sharpe de respectivement 3,4 et 3,3. Les petites entreprises ont quant à elles obtenu les rendements les plus faibles, affichant un ratio de Sharpe de 2,0.

15. DEFUSCO, Richard A., Dennis W. MCLEAVEY, Jerald E. PINTO et David E. RUNKLE. *Quantitative Methods for Investment Analysis*, CFA Institute, 2004.

16. Les bénéfices économiques diffèrent des bénéfices comptables traditionnels (ou des bénéfices nets), en ce sens qu'ils tiennent compte du coût d'opportunité auquel l'entreprise a renoncé pour réaliser un investissement précis. Par conséquent, si les indicateurs comme le RDA et le RCP sont effectivement le signe de fluctuations dans les bénéfices comptables, ils ne tiennent toutefois pas compte des bénéfices qui auraient pu être générés en effectuant d'autres investissements.

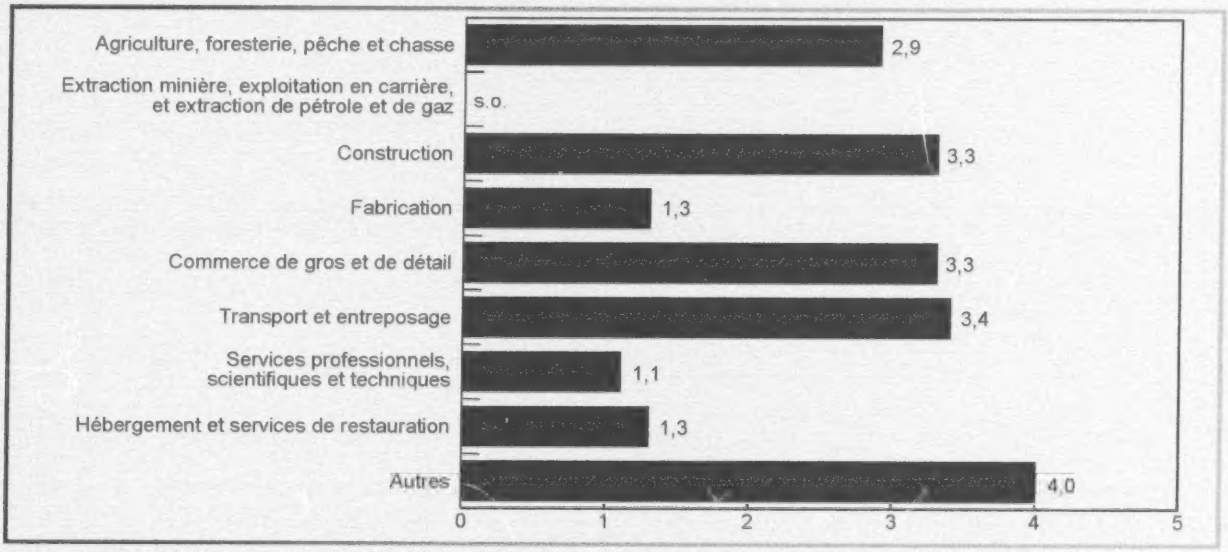
Figure 5.4
Variation du ratio de Sharpe selon la taille de l'entreprise, 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; Banque du Canada, CANSIM, tableau 176-0048; et calculs de l'auteur.

La figure 5.5 présente les ratios de Sharpe selon le secteur. Les PME du secteur des autres services, y compris les services de réparation et d'entretien et les services de blanchissage, ont généré les meilleurs rendements ajustés en fonction des risques. Soulignons que bon nombre de ces services sont essentiels et subiraient donc des fluctuations de la demande plus faibles que celles d'autres secteurs. Le rendement stable des PME qui offrent d'autres services a été démontré précédemment dans le présent rapport à la lumière des faibles coefficients de variation de leurs revenus et de leur rendement de l'actif moyen (figures 2.3 et 5.3).

Figure 5.5
Variation du ratio de Sharpe des PME selon le secteur, 2000-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; Banque du Canada, CANSIM, tableau 176-0048; et calculs de l'auteur.

Les PME des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse, de la construction, du commerce de gros et de détail, ainsi que du transport et de l'entreposage ont également généré des rendements ajustés en fonction des risques relativement élevés, affichant toutes un ratio de Sharpe d'environ 3,0.

Le rendement ajusté en fonction des risques des PME des secteurs de la fabrication, des services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que de l'hébergement et des services de restauration était le plus faible, avec un ratio de Sharpe avoisinant 1,0. Aucun ratio de Sharpe significatif n'a pu être calculé pour le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz étant donné les pertes que ce secteur a subies[17].

6. Capacité financière

Une fois saisies la rentabilité et la rapidité de la croissance des PME, il faut évaluer leur santé financière, étant donné que leur viabilité financière doit reposer sur des bases solides.

La dette est un facteur clé qui affecte la santé financière d'une entreprise. Une part plus importante des dépenses totales d'une entreprise plus endettée est consacrée au paiement de ses coûts fixes. En période de prospérité, cette question n'est pas source de préoccupation. Cependant, en période difficile, les entreprises pourraient avoir de plus en plus de difficultés à rembourser le principal et les intérêts dans les temps.

Le moyen le plus courant pour mesurer le niveau d'endettement est le ratio dettes/capitaux propres et est égal au total de la dette divisé par le total des capitaux propres des actionnaires[18]. Un ratio plus élevé signifie une part de la dette plus élevée dans les documents comptables d'une entreprise et un plus grand risque de non-paiement. Le ratio de remboursement de la dette est une autre mesure utile, qui se calcule en divisant le total des dettes par la moyenne des bénéfices annuels après impôt. Ce ratio permet de calculer le temps qu'il faudra à une entreprise pour rembourser ses dettes compte tenu de sa capacité bénéficiaire normale. Ces deux mesures sont analysées ci-après.

Ratio dettes/capitaux propres et ratio de remboursement de la dette selon la taille de l'entreprise

De 1999 à 2012, les petites et moyennes entreprises ont réduit de façon soutenue leur recours à l'emprunt; les ratios dettes/capitaux propres ont en effet baissé passant de 2,0 à 1,4 pour les petites entreprises et de 2,3 à 1,6 pour les moyennes entreprises (figure 6.1). Le ratio dettes/capitaux propres moyen des grandes entreprises est demeuré stable (1,4).

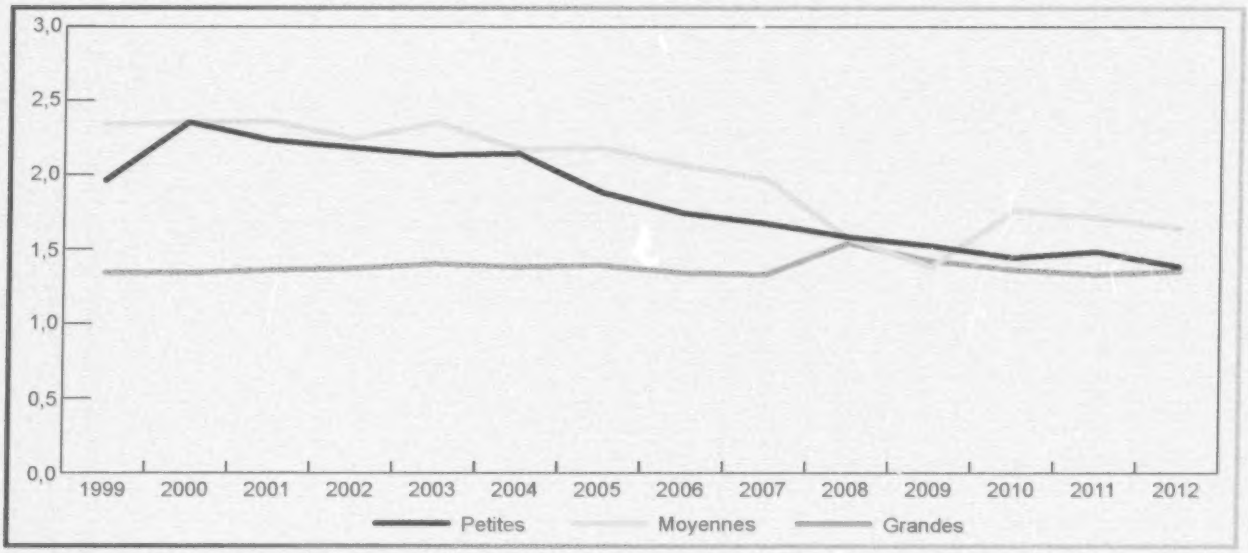
De toute évidence, les petites et moyennes entreprises ont réduit d'elles-mêmes leur niveau d'endettement au cours de la période allant de 1999 à 2012, puisque leurs ratios de remboursement de la dette ont diminué, passant de 22,8 à 11,2 pour les petites entreprises et de 20,0 à 10,7 pour les moyennes entreprises (figure 6.2). Le ratio de remboursement de la dette des grandes entreprises est demeuré presque le même tout au long de cette période, avec un ratio moyen de 13,7. À la fin de la période, les grandes entreprises affichaient un ratio de 16,7; autrement dit, il faudra environ 16,7 années à une grande entreprise canadienne type pour rembourser ses dettes compte tenu de sa capacité bénéficiaire normale.

La baisse des ratios dettes/capitaux propres et des ratios de remboursement de la dette est toutefois rassurante; en effet, avec un niveau d'endettement plus bas, les entreprises réussissent à mieux absorber les chocs économiques susceptibles de se produire à la suite d'une hausse des taux d'intérêt. De plus, en cas de besoin, les entreprises moins endettées ont souvent accès à des sources de financement par capitaux propres ou par emprunt plus importantes, qui leur permettent d'explorer de nouvelles possibilités de croissance.

17. Seules les PME du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz ont affiché un rendement faible. Les grandes entreprises canadiennes du même secteur ont obtenu des résultats satisfaisants.

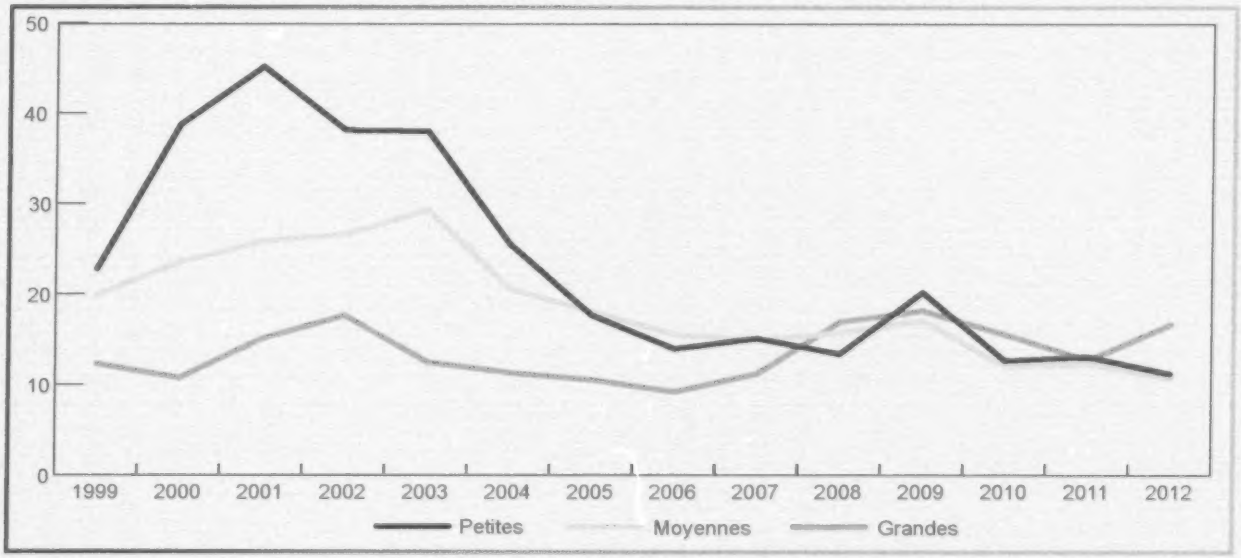
18. Pour financer leurs activités, les entreprises disposent de deux sources principales de financement, à savoir le financement par emprunt ou par capitaux propres. Le choix de l'une ou l'autre de ces deux sources et le montant du financement demandé dans chaque cas dépendent des objectifs des entreprises, de la tolérance au risque de leurs propriétaires et du degré de contrôle que les propriétaires souhaitent maintenir. Le financement par emprunt permet aux propriétaires d'entreprise d'amasser des fonds tout en conservant le contrôle de leur entreprise, tandis qu'avec le financement par capitaux propres, les propriétaires d'entreprise sont obligés d'abandonner une partie du contrôle qu'ils exercent. Avec le financement par capitaux propres, les propriétaires d'entreprise ne sont pas tenus de verser leurs paiements à date fixe. Certains types d'entreprises, aux prises avec des flux de trésorerie négatifs ou instables, pourraient éprouver des difficultés à s'acquitter du service de la dette.

Figure 6.1
Ratio dettes/capitaux propres selon la taille de l'entreprise, 1999-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Figure 6.2
Ratio de remboursement de la dette selon la taille de l'entreprise, 1999-2012



Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.

Ratio dettes/capitaux propres et ratio de remboursement de la dette selon le secteur

Il convient de noter que les entreprises, tous secteurs confondus, ont réduit leur niveau d'endettement au cours de la période d'évaluation (tableau 6.1). Les PME du secteur de l'hébergement et des services de restauration étaient les plus endettées pendant presque toute la période, ce qui expliquerait un écart aussi important entre le RDA moyen et le RCP moyen.

Comme le montre leur ratio dettes/capitaux propres, les PME du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz affichaient le niveau d'endettement le plus faible. Toutefois, compte tenu de leurs bénéfices négatifs, il leur faudrait plus de temps que tout autre groupe d'entreprises pour rembourser leurs dettes. En 2012, les entreprises du secteur de la fabrication ont atteint leur ratio de remboursement de la dette le plus bas depuis 1999.

Tableau 6.1
Ratio dettes/capitaux propres (ligne du haut) et ratio de remboursement de la dette (années) (ligne du bas) des PME selon le secteur, 1999-2012

Secteur	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3	1,2	1,2	1,5
	18,1	15,5	14,8	16,1	26,6	18,9	15,3	14,2	11,6	9,4	15,4	10,5	7,9	7,9	14,4
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,9	0,7	1,0	1,0	0,9	0,9	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5	0,7
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction	3,2	3,7	3,4	3,8	3,2	3,1	2,8	2,7	2,7	2,6	2,4	2,3	2,2	2,1	2,9
	20,9	33,3	27,2	23,4	19,8	15,9	12,6	11,2	10,2	10,8	14,4	12,8	11,9	10,4	16,8
Fabrication	1,8	1,9	1,9	1,9	2,0	2,0	2,1	1,9	1,9	1,8	1,7	1,8	1,7	1,7	1,9
	12,0	21,4	38,9	33,4	—	39,2	34,6	21,0	23,8	19,1	—	20,2	17,1	12,5	24,4
Commerce de gros et de détail	2,4	2,8	2,7	2,5	2,5	2,5	2,2	2,2	2,2	2,1	1,9	1,8	1,8	1,8	2,2
	21,4	34,4	30,3	26,5	25,0	20,4	16,4	14,3	14,2	14,1	15,1	11,3	11,7	10,6	19,0
Transport et entreposage	2,5	3,3	3,0	2,8	2,5	2,5	2,4	2,1	2,2	2,2	1,8	2,1	1,7	1,7	2,3
	18,2	21,0	24,3	26,6	26,6	20,7	14,7	11,9	15,6	11,9	19,4	12,7	9,9	9,4	17,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,3	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7	1,6	1,5	1,3	1,3	1,3	1,1	1,5	1,3	1,5
	14,1	25,8	—	—	—	30,1	13,4	9,8	7,9	8,0	8,8	6,2	6,1	6,2	12,4
Hébergement et services de restauration	7,2	8,1	8,8	7,5	7,3	6,8	6,3	5,3	4,8	4,8	4,4	4,1	4,3	3,9	6,0
	43,7	—	—	—	—	53,0	34,0	19,3	17,0	16,3	24,8	19,3	21,5	16,8	26,6
Autres	1,7	4,5	1,7	1,8	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7	1,5	1,4	1,3	1,3	1,2	1,8
	15,6	27,7	20,0	15,2	18,6	15,7	13,2	10,5	10,1	9,7	10,8	9,7	8,4	7,1	13,7

Sources : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, 1999-2012; et calculs de l'auteur.
Note : « — » indique que les données ne sont pas significatives, puisque le secteur a enregistré des pertes dans toutes les périodes.

7. Conclusion

Représentant environ 99 % des entreprises canadiennes, les petites et moyennes entreprises jouent un rôle essentiel dans l'économie canadienne. Si les PME ont effectivement de nombreux buts et responsabilités sur le plan social et environnemental, les principaux objectifs opérationnels des propriétaires d'entreprise à but lucratif sont identiques, à savoir vendre des produits ou services, réaliser des bénéfices, poursuivre leurs activités de manière efficace, obtenir un rendement du capital investi acceptable, et se protéger contre les risques.

Les entreprises ne survivront pas longtemps si elles n'atteignent pas ces objectifs, et notamment si elles ne vendent pas de produits ou de services et qu'elles ne réalisent pas suffisamment de bénéfices. Les bénéfices constituent la première source de revenus et le principal moyen de subsistance de nombreux entrepreneurs et de leur famille. Le chiffre d'affaires doit servir à couvrir les coûts d'une entreprise, à acheter les matières premières et les produits finis, ainsi qu'à payer les salaires des employés. Les ventes et les bénéfices sont également essentiels à l'expansion et à la croissance des entreprises. Si le montant des ventes et des bénéfices qui est réinvesti dans les entreprises est trop faible, les entrepreneurs pourraient avoir de la difficulté à réunir le capital dont ils ont besoin pour étendre leurs activités.

De plus, les entreprises ne peuvent réaliser des bénéfices que si elles sont productives. Les entreprises qui affichent des ratios de rotation de l'actif élevés sont plus productives que celles dont les ratios sont faibles. Des ratios de rotation de l'actif élevés donnent un aperçu général de l'efficacité des entreprises en matière d'exploitation en plus de démontrer leur capacité à réaliser des bénéfices dans les prochaines années.

Le rendement du capital investi sous-jacent représente l'ultime récompense pécuniaire que les entrepreneurs reçoivent pour avoir investi de l'argent, du temps et de l'énergie dans leurs entreprises. C'est ce qui motive les entrepreneurs, les récompense de s'être endettés et d'avoir fait face aux risques financiers associés à une faillite, et les pousse à obtenir de meilleurs résultats encore.

Cela dit, les ventes, les bénéfices, l'efficacité en matière d'exploitation, les rendements et les risques constituent des éléments importants pour les entreprises. C'est pourquoi le gouvernement se doit de surveiller le rendement des PME relativement à chacun de ces éléments. Étant donné l'importance des PME pour la croissance économique et la création d'emplois, l'appui de la réussite opérationnelle et financière des PME constitue un enjeu politique incontournable.

L'information présentée dans ce rapport fournit une évaluation du rendement financier et de la performance des PME canadiennes ainsi que des relations de cause à effet entre les variables. Elle devrait également aider les décideurs et les économistes qui participent à l'élaboration de politiques et de stratégies.

Annexe — Principaux ratios

$$\textit{Ratio de la marge d'exploitation} = \frac{\textit{Bénéfices nets}}{\textit{Revenus totaux}} \times 100\ \%$$

$$\textit{Taux d'imposition moyen} = \frac{\textit{Total des impôts fédéraux}}{\textit{Revenu imposable}} \times 100\ \%$$

$$\textit{Rotation de l'actif} = \frac{\textit{Revenus totaux}}{\textit{Actifs moyens}}$$

$$\textit{Rendement de l'actif} = \frac{\textit{Bénéfices nets}}{\textit{Actifs moyens}} \times 100\ \%$$

$$\textit{Rendement des capitaux propres} = \frac{\textit{Bénéfices nets}}{\textit{Capitaux propres moyens}} \times 100\ \%$$

$$\textit{Ratio de Sharpe} = \frac{(\textit{Rendement des capitaux propres moyen - Rendements des obligations moyens à 10 ans})}{\textit{Écart-type du rendement des capitaux propres}}$$

$$\textit{Ratio dettes/capitaux propres} = \frac{\textit{Total des dettes}}{\textit{Total des capitaux propres}}$$

$$\textit{Ratio de remboursement de la dette} = \frac{\textit{Total des dettes}}{\textit{Bénéfices nets}}$$